



La Lettre Europe-Inter

Mai 2013 - N°11

Europe

Semaine d'action européenne contre l'austérité en juin

La CES appelle à une semaine de mobilisation dans tous les pays européens, du 7 au 15 juin 2013, pour exiger un changement de cap et l'abandon des politiques d'austérité et pour soutenir ses propositions de réforme de l'Union économique et monétaire incluant une dimension sociale forte. (sources: CES, CGT)

Europe

Le Conseil de l'Europe condamne à nouveau les mesures d'austerite imposees a la Grece

Le Comité européen des droits sociaux (CEDS), principal organe de contrôle de l'application de la Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe (à ne pas confondre avec le Conseil Européen), a une nouvelle fois donné raison aux organisations syndicales grecques qui dénonçaient les réductions massives de prestations sociales imposées aussi bien au secteur privé que public, particulièrement en matière de droits à pension. Le CEDS a conclu que la Grèce viole le droit à la sécurité sociale garanti par la Charte sociale européenne. (source: CES)

Europe

L'austérité nuit gravement à la santé

Haussée généralisée des suicides et des troubles psychologiques, retour de maladies bannies comme la malaria, menace sur la santé des enfants des familles populaires... Tel est l'alarmant constat sur la santé des Européens que dresse une étude, « Crise financière, austérité et santé en Europe », publiée par la revue médicale britannique The Lancet. (source: Basta!)

Europe

Mille milliards d'euro

Tel est, selon la Commission européenne, le coût annuel de l'évasion fiscale au sein de l'Union européenne. C'est l'équivalent d'environ la moitié du PIB de l'Italie. (source: CES)

Grèce

AlterSommet à Athènes les 7 et 8 juin

Cet événement, qui rassemblera plus d'une centaine d'organisations syndicales, associations, mouvements citoyens et féministes issus de 20 pays européens, est ouvert à toutes et à tous. Un « Manifeste des peuples » contre l'austérité y sera rendu public. Toutes les informations sur son déroulement et sur les possibilités d'y participer sont accessibles sur le site dédié (source: Altersommet)



Un contrat social pour l'Europe

CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

ALTER SUMMIT

Europe

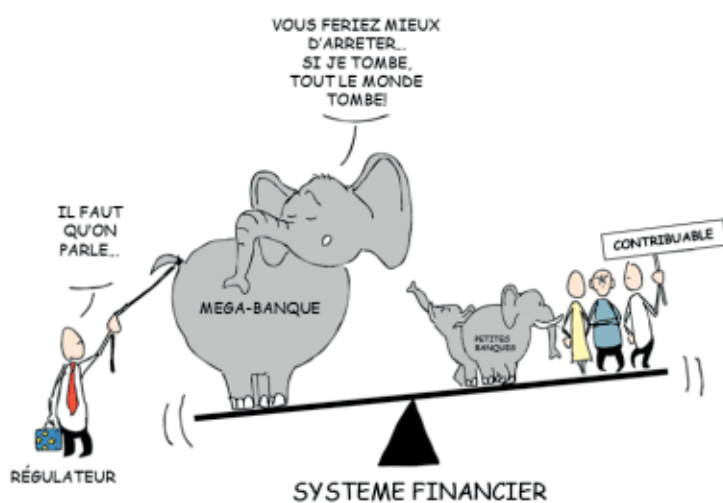
L'austérité met en péril l'Europe sociale et la démocratie

C'est le constat que dresse l'ETUI, l'institut de recherche de la CES, dans son rapport annuel « *Benchmarking Working Europe 2013* ». La pauvreté a augmenté de 23 % en 8 ans mais le rapport montre surtout un éclatement de l'Europe en 3 zones distinctes sous l'effet des politiques menées : la zone des « *pays créanciers* » (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni...) qui détiennent les entreprises innovantes et contrôlent les marchés; la zone des « *sous-traitants de rang 1* » (Espagne, Italie, Irlande, République Tchèque...) qui « *alimentent* » l'Union sans être maîtres de l'innovation; et la zone appelée « *nouvelle Chine* » qui regroupe des pays comme la Grèce, le Portugal, la Roumanie et la Bulgarie où le salaire minimum se situe en dessous du salaire minimum chinois. (source: ETUI)

Europe

La taxe sur les transactions financières a déjà du plomb dans l'aile

Les opposants à cette taxe, dont le principe a été entériné par 11 États membres, montent au créneau pour inciter la Commission européenne à en édulcorer le contenu. Le Royaume-Uni est en première ligne et a déposé une plainte auprès de la Cour européenne de justice. Les lobbies financiers sont bien sûr vent debout contre cette taxe et mettent en avant, comme toujours quand leurs profits sont touchés, des risques de délocalisation d'activités et de pertes d'emplois. La Bundesbank leur emboîte le pas, craignant que cette taxe n'affaiblisse la politique monétaire. Plus surprenant, le gouvernement français semble entendre ces arguments et plaide pour une taxe limitée, sur le modèle de celle qui existe en France, excluant notamment les dérivés et les titres publics. (source: Les Échos)



Europe

De la nécessité de séparer les différentes activités des banques

Dans un rapport intitulé « *De l'importance d'une séparation – rétablir la souveraineté de l'intérêt général sur les banques* » (en anglais), Finance Watch détricote les mythes erronés qui circulent à propos du système bancaire et montre que la réforme la plus importante, la séparation des banques, reste toujours à accomplir. (source: Finance Watch)

Belgique

Dexia : la garantie de l'État belge contestée en justice

Deux députées écologistes belges et diverses associations (dont Attac et le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde) ont déposé une plainte devant le Conseil d'État belge concernant la banque Dexia. Ils réclament l'annulation de la garantie apportée par l'État belge aux créanciers de Dexia Crédit Local (DCL), soit un engagement pour la Belgique de 43,7 milliards d'euros, sans compter les intérêts. (source: CADTM)

International

Les députés européens favorables à l'ouverture rapide des négociations pour un accord de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement avec les États-Unis

La commission Commerce international du Parlement européen s'est prononcée en ce sens à une très large majorité. Le vote en séance plénière interviendra en mai et les États membres devraient autoriser la Commission européenne à débiter les négociations en juin. Le mandat de négociations devrait inclure les marchés publics et les services financiers, mais exclure le domaine culturel, selon les députés. Étant donné l'importance et les conséquences potentielles d'un tel accord transatlantique, non seulement sur l'emploi et sa qualité en Europe, mais aussi sur le cadre réglementaire mondial, la CES exige de la Commission une plus grande transparence sur le projet de mandat et demande à ce qu'il soit débattu avec toutes les parties prenantes et le Parlement européen. (sources : Parlement européen, CES)

Europe

Pétition européenne sur l'eau : il y a urgence à signer



La pétition : « *L'eau et l'assainissement sont un droit humain* » a déjà recueilli 1,4 million de signatures dans sept pays. C'est la première fois que l'on dépasse le million de signatures. Pour être validée elle doit toutefois non seulement recueillir un million de signatures mais 9 pays européens doivent atteindre leur quota. Ces deux critères sont indissociables au risque de perdre la pétition. La CGT s'était fixée l'objectif de 55 000 signatures. Nous en sommes actuellement à 9 000. C'est dire l'importance de se mobiliser jusqu'au 30 juin 2013.

Pour signer la pétition, télécharger le formulaire sur le site de la CGT et le renvoyer par courrier à :

la CGT Coordination des Luttes,
263 rue de Paris
93516 - Montreuil-Cedex
ou aller directement sur le site :
www.right2water.eu/fr

(source : CGT)

Sites visités :

CGT : www.cgt.fr

CES : www.etuc.org/fr

ETUI : www.etui.org

Finance Watch : www.finance-watch.org

Cadtm : www.cadtm.org

AlterSommet : www.altersummit.eu

Commission européenne : www.ec.europa.eu

Parlement européen : www.europarl.europa.eu

Les Echos : www.lesechos.fr

Basta! : www.bastamag.net